Enfin, dès le n°9 des Actes de Lecture (mars 1985), voilà donc bientôt 30 ans, il était écrit – à propos de la nécessité de passer du déchiffrement à la lecture...

Les États-Unis ont – à quel prix et avec quelle brutalité ! – mis en place un appareil productif caractéristique de cette société postindustrielle vers laquelle nous nous acheminons, de gré ou de force. Le résultat est que les 3/4 de la population active travaillent maintenant dans le traitement de l'information et les services. Seulement 22% restent dans l'industrie et 3% dans l'agriculture. En l'an 2000, dans 15 ans, 1% de la population de notre pays travaillera dans l'agriculture et suffira pour nourrir le reste de la nation. Que deviendront les autres ? Ils grossiront obligatoirement ce fameux secteur tertiaire qui, pour pléthorique que nous le trouvions déjà, va encore augmenter. Les États-Unis sont là pour le confirmer. Les enfants de beaucoup de nos paysans – mais pas seulement de nos paysans – vont devoir être informaticiens, journalistes, « restaurateurs à la ferme » ou employés d'administration. Il faudra qu'ils soient lecteurs. Ou alors, ils seront chômeurs, assistés par (ou exclus de) cette société qui s'annonce.

À partir de là, à l'AFL, les scénarios divergent selon le degré d'optimisme de chacun, mais tous conduisent à une même évidence. Car, à ne considérer que les aspects économiques, on oublierait l'autre volet des problèmes : les raisons sociales et politiques qui rendent, elles aussi, urgentes les mesures à prendre dans le domaine de la lecture. Ces raisons sont familières au lecteur des Actes de Lecture. Il suffit donc de rappeler, pour mémoire, que les 30% de lecteurs actuels participent au pouvoir et qu'on est non-lecteur, non pas par incapacité technique, mais parce que, ayant peu de part dans les responsabilités et le pouvoir, on n'est ni destinataire ni utilisateur d'écrit ; tout au plus destinataire d'informations, de brèves ou de nouvelles...

► **Les plus optimistes** parmi nous y trouvent argument. Ils pensent que la lecturisation de l'ensemble du corps social est inéluctable et que les ratés et les retards présents sont des hésitations ou des reculades devant la radicalité des changements à opérer, quand ils ne sont pas simplement dus à l'ignorance momentanée des

solutions à mettre en place. Pour eux, nous retrouvons, 100 ans après, les conditions qui ont fait le succès de l'alphabétisation : le consensus qui a permis la réussite de l'école de la 3^{ème} République est né de la conjonction de deux volontés pourtant antagonistes. Celle des milieux populaires d'obtenir le droit à l'instruction. Celle de la bourgeoisie de canaliser cette revendication par une école aux mains de l'état. Aujourd'hui, la conjonction des impératifs économiques et des enjeux démocratiques, même s'ils sont contradictoires à bien des égards, permettra les investissements nécessaires à une réelle politique de lecture. D'une part, la démocratie ne peut se satisfaire d'une minorité de lecteurs et le combat politique visera toujours à ce qu'augmente le nombre de gens maîtrisant les moyens d'information, de désaliénation et d'épanouissement personnel. D'autre part, les dirigeants de l'économie et de l'industrie ont besoin, quel qu'en soit le risque, que s'opèrent les mutations technologiques qui conditionnent le maintien de grands secteurs d'activités.

Les journaux titraient dernièrement, à propos d'un rapport du Commissariat Général au Plan : « La formation ne doit plus être considérée comme une dépense sociale, mais comme un investissement ». Ce rapport dénonce le *mauvais réflexe*, qui, de 1972 à 1980, conduisait à une répartition inégalitaire des moyens de formation et met l'accent sur le rôle stratégique de la formation. Certes, des deux volontés qui ont fondé l'école il y a un siècle, l'une a triomphé de l'autre. C'est pourquoi, pour ce qui nous concerne maintenant, est-il nécessaire d'être vigilant afin que la lecturisation soit l'affaire de tous et ne soit pas, dès l'origine, asservie à des intérêts technocratiques ou l'instrument d'une soumission à des normes culturelles.

► **Les pessimistes** ne sont pas moins partisans de la lecturisation, ni moins convaincus de son urgence. Ce dont ils doutent, c'est d'abord de la nécessité économique d'augmenter le nombre de lecteurs et donc, des facilités qu'offrirait le consensus dont font état les premiers. Les mutations technologiques risquent fort, selon eux, de diminuer les besoins en main-d'œuvre et de

concentrer la production entre les mains de techniciens de bon niveau. Ceux-là seuls devront être lecteurs pour atteindre les stades de qualifications requises et s'y maintenir dans une compétition débridée. Les autres, partageant leur temps, selon des proportions variables, entre emplois subalternes et « loisirs » éloignés du jeu social, seront ces illettrés distraits et sous-informés par les médias, dont on voit déjà croître rapidement le nombre.

Aussi ne faut-il pas s'étonner, disent nos pessimistes, de la volonté politique exprimée par les responsables de l'Éducation nationale, de promouvoir une élite, même si on était en droit d'attendre d'eux autre chose. Ce qui peut néanmoins surprendre, c'est l'inadaptation des décisions prises au nom d'un réalisme devant lequel ils disent devoir s'incliner, c'est le retour de cette vieille lune de la réussite individuelle comme gage de républicanisme... Mais peu importe ! La lecturisation, facteur de promotion collective, est bien le contre-feu à la société inégalitaire que secrète la sophistication des moyens de production et de gestion. Aussi, se heurtant à une défense compulsive de privilèges, elle ne résultera que d'un combat beaucoup plus âpre que ne le laisse supposer une vision optimiste de l'avenir...

Dans le dossier du n°18 des Actes de Lecture préparant le 1^{er} congrès de l'AFL en 1987, « Évaluer l'impact de notre action à l'aune de la réduction des inégalités scolaires, professionnelles et sociales. Telle nous semble être la fonction du congrès » écrit alors Michel Violet. Du 14^e encore plus que jamais !

Évaluer aussi ce qui semble avoir radicalement changé dans les analyses que nous faisons déjà depuis plus de trente ans et se donner les moyens d'agir à la mesure de nos forces pour les 2 années qui prépareront le 15^e.

Bonne lecture et bonne préparation des journées de Mouans-Sartoux.

L'AFL